
60ème Édition

REVUE DE PRESSE

Sécurité & Défense



ASSOCIATION PANTHÉON- SORBONNE SÉCURITÉ- DÉFENSE

Rédacteurs:

Amzina DAOUSSA DEBY, Bastien POULIQUEN,
Elina RIBEIRO DA COSTA, Julien DEBIDOUR LAZZARINI et
Matéo GRANDGIRARD



60ème Édition

Sécurité & Défense

Sommaire:



1. Afrique

- 1.1. Le retrait militaire français de Côte d'Ivoire : un tournant pour sa présence en Afrique ?
- 1.2. Renforcement de la coopération militaro-industrielle entre l'Algérie et la Chine



2. Amérique

- 2.1. Les ambitions militaires de Trump concernant le Groenland
- 2.2. Marc Zuckerberg met fin au Fact-checking sur Meta



3. Asie

- 3.1. La diplomatie européenne engage le dialogue avec le régime dirigé par HTS dans un contexte d'incertitude
- 3.2. La Corée du Nord lance un missile balistique en direction de la mer du Japon et des côtes sud coréennes



4. Europe

- 4.1. Pologne : Présidence tournante du Conseil de l'UE
- 4.2. Transnistrie : Coupure de gaz et risque humanitaire



5. Focus

- 5.1. L'expansion des tactiques de cyberespionnage et de guerre psychologique de la Chine





1.1. Le retrait militaire français de Côte d'Ivoire : un tournant pour sa présence en Afrique ?

Le retrait des forces françaises de Côte d'Ivoire, annoncé pour janvier 2025 par le président Alassane Ouattara lors du passage à la nouvelle année, symbolise une transition disruptive dans les relations militaires entre la France et ses partenaires africains. La base stratégique de Port-Bouët (Abidjan), sera rétrocédée aux autorités ivoiriennes après des décennies de présence française, marquant la fin d'un chapitre de coopération militaire. Ce départ intervient après une série de retraits similaires dans d'autres pays de la région (Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad) et devrait être suivi par celui du Sénégal.



Ces décisions, souvent prises sous pression populaire et politique, reflètent une volonté croissante des États africains de reprendre le contrôle de leur souveraineté sécuritaire. Cette vague de retraits s'inscrit surtout dans un contexte de montée du sentiment nationaliste et de rejet de l'ancienne puissance coloniale, accusée de « néocolonialisme » et « d'ingérence ». Au Sénégal, les propos récents d'Emmanuel Macron sur la réévaluation des relations franco-africaines ont suscité des réactions critiques, accélérant les pressions locales pour un désengagement militaire. Des dynamiques favorisées par les campagnes d'influence étrangères, notamment sino-russes.

Pour la France, ces retraits successifs posent des défis stratégiques majeurs. Les opérations antiterroristes dans la bande sahélienne, autrefois centralisées, perdent en efficacité sans bases opérationnelles clés. En outre, Paris doit désormais composer avec une concurrence accrue de nouveaux acteurs comme la Russie, qui consolide son influence via des accords de sécurité, et la Chine, qui privilégie des approches de capture économique. Face à cette situation, la France est contrainte de revoir sa politique africaine. Elle envisage des partenariats bilatéraux basés sur la demande explicite des pays hôtes, tout en renforçant son soutien aux initiatives de sécurité régionales, comme celles de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Une nouvelle ère où les relations franco-africaines devront se réinventer.

Par Julien DEBIDOUR LAZZARINI

Sources:

- Le Monde Afrique : "La base de l'armée française sera rétrocédée à la Côte d'Ivoire en janvier, annonce Alassane Ouattara", 31/12/2024 ;
- La croix : "Retrait militaire de Côte d'Ivoire : la France contrainte de repenser son avenir en Afrique", 02/01/2024 ;
- Les Echos : "Après le Niger et le Tchad, la Côte d'Ivoire : nouveau retrait militaire français en Afrique", 02/01/2025 ;
- Jeune Afrique : "Sénégal, Tchad, Côte d'Ivoire : 2024, annus horribilis pour la France en Afrique", 02/01/2025 ;
- France Info : "Le Tchad et le Sénégal dénoncent des propos d'Emmanuel Macron sur l'ingratitude de certains dirigeants africains", 07/01/2025.





1.2. Renforcement de la coopération militaro-industrielle entre l'Algérie et la Chine

Dans un contexte de modernisation militaire accélérée, l'Algérie a annoncé son intention de construire localement des corvettes de type 056 (F-15A) avec l'aide de la Chine, suite à la livraison du premier navire en 2023. Ce projet ambitieux, qui comprend la fabrication de plusieurs unités dans les chantiers navals algériens, reflète les efforts du pays pour améliorer ses capacités de défense et réduire sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers.



Les corvettes de type 056 sont équipées d'un système radar multifonction ultramoderne, de sonars avancés, de missiles antinavires YJ-83 et de canons de 76 mm pour des opérations de soutien. Cette modernisation permettra à la marine algérienne de renforcer ses capacités de surveillance et de combat, notamment pour protéger ses ressources maritimes et ses zones économiques exclusives. Ces navires, qui bénéficient également d'une technologie avancée pour la lutte anti-sous-marine, représentent un atout stratégique majeur pour l'Algérie, notamment dans la région méditerranéenne où les tensions maritimes sont croissantes.

Ce projet s'inscrit dans une coopération plus vaste entre l'Algérie et la Chine, qui comprend également des initiatives dans le domaine des infrastructures, du secteur minier, du développement énergétique et des transports. En renforçant ses capacités industrielles locales et en s'appuyant sur les technologies chinoises, l'Algérie espère non seulement moderniser ses forces armées, mais aussi dynamiser son économie et son secteur naval.

L'Algérie fait de cette collaboration un axe stratégique pour sa montée en puissance militaire et industrielle, en alignant son développement économique avec les enjeux géopolitiques de la région.

Par Amzina DAOUSSA DEBY

Sources:

- Alger360. (2025). Algérie-Chine : une coopération qui se renforce au Sommet Chine-Afrique.
- Africa Center for Strategic Studies. (2025). Africa-China Relations in 2025.
- Military Africa. (2025). Algeria to build Chinese corvettes locally.
- Ministère de la Défense Nationale (2025). Actualité militaire.





2.1. Les ambitions militaires de Trump concernant le Groenland

L'acquisition du Groenland par les États-Unis, proposée par Donald Trump, repose sur une vision stratégique visant à renforcer la sécurité nationale américaine.

L'île, en raison de sa position géographique clé entre l'Amérique du Nord et l'Europe, représente un atout militaire majeur.



Elle offre un accès direct aux routes maritimes transatlantiques, ce qui permet aux États-Unis de surveiller efficacement les activités militaires en Arctique, tout en abritant la base américaine de Pituffik, un centre crucial pour la surveillance des missiles balistiques. Ces éléments renforcent la position des États-Unis face à des menaces potentielles, notamment celles de la Russie et de la Chine.

En outre, Trump a mis en avant les ressources naturelles du Groenland, notamment les minéraux rares, qui pourraient soutenir la domination économique des États-Unis, notamment dans le secteur des technologies avancées et des batteries. Toutefois, cette tentative d'acquisition a été rejetée par le Danemark et le Groenland, entraînant des tensions diplomatiques. Le Danemark a renforcé ses capacités de défense dans la région, tandis que des figures politiques européennes, telles qu'Olaf Scholz et Jean-Noël Barrot, ont exprimé leur opposition, insistant sur le respect de la souveraineté du Groenland.

Au-delà des enjeux immédiats, les ambitions de Trump pourraient redéfinir la dynamique de l'OTAN et perturber les relations transatlantiques. La position stratégique du Groenland et les revendications américaines risquent de transformer cette région en un point de friction majeur, amplifiant les tensions militaires entre les grandes puissances. À terme, les États-Unis devront évaluer les conséquences de leurs actions dans ce dossier, notamment sur la coopération internationale en matière de sécurité, tout en consolidant leur présence en Arctique face à leurs adversaires.

Par Amzina DAOUSSA DEBY

Sources:

- Al Jazeera : "Behind Trump's Threat: Why is Greenland So Strategically Important?", 2025 ;
- Atlantic Council : "Everything You Need to Know About Trump's Greenland Gambit", 2025 ;
- Army Recognition : "Analysis: Why Donald Trump Wants Greenland for US Missile Defense and Rare Earth Supplies", 2025 ;
- Reuters : "Greenland Important for US, Says Trump's Pick for National Security Adviser", 2025 ;
- The Guardian : "France Warns Trump Against Threatening EU Sovereign Borders over Greenland", 2025.





2.2. Marc Zuckerberg met fin au Fact-checking sur Meta

Le 7 janvier, Meta, dirigée par Mark Zuckerberg, a annoncé qu'elle abandonnait le modèle de fact-checking en faveur des "community notes", un système d'annotations rédigées par des utilisateurs volontaires et validées par la communauté. Ce changement s'inspire du système de X (anciennement Twitter), où les utilisateurs attribuent des notes à un contenu, et les plus populaires apparaissent sous les messages concernés.



Ce modèle remplace les évaluations effectuées par des organisations spécialisées et indépendantes. Zuckerberg justifie ce revirement en affirmant que le fact-checking, instauré après l'élection de Donald Trump en 2016, était devenu inefficace et trop politisé.

Cette décision suscite de vives critiques, notamment au Brésil, où le président Lula a exigé une explication de Meta dans un délai de 72 heures. Les études montrent que les utilisateurs les plus impliqués dans les community notes ont souvent des engagements politiques marqués. Cela pourrait favoriser la propagation de contenus biaisés et accentuer la désinformation. Aux États-Unis, la question de la désinformation reste complexe, avec des conservateurs arguant qu'elle relève de la censure.

À l'échelle internationale, des voix comme celles de Maria Ressa, prix Nobel de la paix, et Ross Burley, du Centre for Information Resilience, s'inquiètent d'une modération affaiblie. Le Conseil de l'Europe et l'ONU rappellent que la modération de contenus haineux ou mensongers est cruciale pour protéger les droits humains et ne constitue pas une forme de censure. Cette décision, sans alternative crédible, pourrait entraîner une prolifération massive de la désinformation.

Par Julien DEBIDOUR LAZZARINI

Sources:

- *Courrier International* : "Mark Zuckerberg dit volontiers adieu au fact-checking chez Meta", 08/01/2025 ;
- *France Info* : "Cinq questions sur la suppression du service de fact-checking chez Meta aux États-Unis annoncée par Mark Zuckerberg", 08/01/2025 ;
- *Le Monde* : "Fin des partenariats de fact-checking chez Meta : l'IFCN alerte sur un « préjudice réel » ; le Brésil donne 72 heures à l'entreprise pour s'expliquer", 10/01/2025.





3.1. La diplomatie européenne engage le dialogue avec le régime dirigé par HTS dans un contexte d'incertitude

Début janvier 2025, une délégation diplomatique européenne s'est rendue en Syrie pour rencontrer les autorités issues de la prise de Damas par Hayat Tahrir al-Sham (HTS), dirigé par Abu Mohammad al-Jolani. Cette visite marque un tournant dans les relations internationales de la Syrie, après la chute du régime de Bachar al-Assad et la consolidation du pouvoir par HTS, jusque-là acteur clé dans le nord-ouest syrien.



Après des luttes internes, HTS a pris le contrôle de la capitale et écarté les dernières résistances pro-Assad. Bien que des tensions demeurent avec d'autres groupes armés, cette prise de pouvoir constitue un tournant pour la Syrie.

Cependant, l'Union européenne n'a pas reconnu tacitement le nouveau régime. Elle a conditionné tout soutien à la reconstruction et à l'aide humanitaire à des engagements concrets en matière de droits humains et à un processus politique démocratique. Les diplomates européens ont insisté sur la nécessité de garantir les droits des minorités, notamment les Kurdes, Chrétiens et Alaouites, et de prévoir des élections libres et transparentes dans un délai raisonnable pour une transition démocratique.

Les discussions ont également porté sur la reconstruction, un enjeu majeur après des années de guerre. Les Européens ont exprimé leur volonté de soutenir financièrement la Syrie, mais uniquement sous réserve de réformes profondes. La place de HTS dans la gestion future du pays demeure un point de friction, notamment en raison de son idéologie islamiste et des interrogations sur son respect des droits humains et de la démocratie.

Cette visite symbolise une volonté de dialogue avec les autorités syriennes tout en reflétant la prudence des Européens face à un avenir incertain pour le pays.

Par Matéo GRANDGIRARD

Sources:

- *Courrier International* : "À Damas, les chefs de la diplomatie française et allemande appellent au respect des droits des minorités", 04/01/2025 ;
- *Euronews* : "Les ministres allemand et français des Affaires étrangères en visite en Syrie", 03/01/2025.



3.2. La Corée du Nord lance un missile balistique en direction de la mer du Japon et des côtes sud coréennes

Lundi 6 janvier 2025, la Corée du Nord a lancé un missile balistique en direction de la mer du Japon. Le pays avait déjà procédé, le 6 novembre 2024, peu avant l'élection présidentielle américaine, à une salve de missiles balistiques.

Durant la première semaine de janvier, la Corée du Nord avait testé son nouveau missile balistique intercontinental (ICBM) à combustible solide, le plus avancé de son arsenal.



L'état-major interarmées sud-coréen a déclaré que le missile envoyé le 6 janvier avait parcouru environ 1 100 kilomètres avant de s'échouer dans la mer. Selon le Japon, le missile a atteint une altitude d'environ 100 kilomètres, le classant dans la catégorie des missiles à portée intermédiaire (IRBM), c'est-à-dire des missiles ayant une portée maximale comprise entre 3 000 et 5 500 km.

Ce tir intervient lors d'une visite d'Antony Blinken, secrétaire d'État des États-Unis, au Japon et en Corée du Sud. Les États-Unis et la Corée du Sud ont condamné cette action, dénonçant le non-respect « des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies » (Blinken). Les deux pays ont par ailleurs profité de cet événement pour réaffirmer leur coopération avant de nombreux changements gouvernementaux. Selon Blinken, la Russie prévoyait de partager des technologies satellitaires avancées avec Pyongyang, après que la Corée du Nord a envoyé des soldats sur le sol russe. Les États-Unis et la Corée du Sud cherchent donc à renforcer leur coopération, un processus déjà entamé sous la présidence de Joe Biden.

Il est possible que la Corée du Nord cherche à profiter de l'instabilité politique qui règne en Corée du Sud pour renforcer la menace. En effet, la Corée du Sud est plongée dans une grande crise politique, puisque le président Yoon Suk-yeol a été destitué et est menacé d'arrestation après avoir déclaré la loi martiale.

Par Elina RIBEIRO DA COSTA

Sources:

- RFI : "Corée du Nord: lancement d'un missile balistique en pleine visite d'Antony Blinken à Séoul", 06/01/2025 ;
- Courrier International : "Loi martiale en Corée du Sud : le voisin du Nord condamne... une semaine plus tard", 11/12/2025 ;
- Courrier International : "Tir de missile nord-coréen : une piqure de rappel pour l'alliance Séoul-Washington", 06/01/2025.



4.1. Pologne : Présidence tournante du Conseil de l'UE

“L'Europe a de la chance qu'en ce moment difficile de notre histoire, la Pologne assure la présidence”, a pu affirmer l'actuel premier ministre pro-européen polonais Donald Tusk, lors du gala d'inauguration de la présidence du Conseil de l'UE. Du 1er janvier au 30 juin 2025, succédant à la Hongrie dans ce rôle, la Pologne assura un rôle d'organisateur et d'instigateur du processus législatif européen.



La cérémonie d'inauguration a ainsi été l'occasion d'illustrer les grandes lignes du mandat, de l'affirmation d'un slogan emprunt d'actualité : “Défense, Europe !” ; à la non-invitation de l'Ambassadeur hongrois. Néanmoins, l'absence la plus surprenante a été celle d'Andrzej Duda (Président de la République de Pologne). La politique polonaise étant engluée dans une opposition entre le Parti Pis (de l'actuel président en mandat) et la coalition centriste de Donald Tusk ; récemment autour des questions d'État de droit (de juges désignés politiquement, “néo-juges”) et de l'accueil du premier ministre israélien sur le sol national (A. Duda y affirmant son soutien, en opposition à la ligne défendue par le gouvernement. Les décisions polonaises futures dépendront donc beaucoup de l'élection présidentielle approchante (18 mai). Concernant la question ukrainienne, l'ambitieux ministre des Affaires Étrangères polonais Radoslaw Sikorski (dans un entretien accordé au Figaro suite à la conférence des Ambassadeurs) a ainsi mentionner ne pas exclure le déploiement de forces polonaises dans le cadre d'une opération de maintien de la paix. La Pologne soutient également le projet d'investissement EDIP (European Defense Industry Program), illustration des difficultés à venir, le ministre des Armées S. Lecornu a déjà affirmé dans le cadre de l'ouverture des fonds aux entreprises extra-européennes “ [qu'] il vaut mieux ne rien faire que faire mal”.

Plus généralement, l'atlantisme historique de la diplomatie polonaise et ses bonnes relations de coopération avec les Etats-Unis (4,1% du PIB dédié à la défense en 2024) pourraient être gage d'optimisme dans les négociations futures avec la nouvelle administration Trump.

Par Bastien POULIQUEN

Sources:

- Politico : “French defense minister calls for scrapping EU arms cash fund if it can't be fixed”, 07/01/2025 ;
- Wyboreza : “La lettre de Duda concernant Netanyahu était une intrigue contre Tusk. Il y aura des conséquences”, 10/01/2025 ;
- Iris : “Présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne : quelles implications pour la défense de l'Europe ?”, 09/01/2025 ;
- Le Monde : “La présidence polonaise de l'Union européenne s'annonce très politique”, 01/01/2025.





4.2 Transnistrie : Coupure de gaz et risque humanitaire

La République de Transnistrie, située au nord de la Moldavie à la frontière sud de l'Ukraine, fait actuellement face à une pénurie énergétique historique.

Depuis la proclamation unilatérale de son indépendance à la chute de l'URSS aboutissant au stationnement permanent d'un millier de soldats russe, la Transnistrie est majoritairement dépendante de ce dernier dans son approvisionnement.



Or, l'Etat Ukrainien a décidé le non-renouvellement du contrat liant à la compagnie russe Gazprom concernant le transit de gaz sur son territoire. Cela malgré les éclats de voix du président slovaque Robert Fico concernant le danger qu'une telle coupure présenterait pour l'Europe. Néanmoins, l'arrêt de ces flux n'explique pas toute la détresse de la région transnistrienne. En effet, son dirigeant Vadim Krasnoselsky refuse toute fourniture énergétique en provenance de l'Union Européenne. De plus, Gazprom pourrait théoriquement toujours faire parvenir son gaz par le gazoduc Turkstream ou par un réseau de gazoducs traversant la Bulgarie et la Roumanie. Néanmoins, l'arrêt des exportations vers la Moldavie se fonderait sur l'accusation portée contre Moldovagaz (principale entreprise moldave) et l'Etat moldave de ne pas respecter les dettes accumulées, à hauteur de 700 millions de dollars (chose démentie par les audits menés par différentes entreprises occidentales). Les autorités moldaves suspectent une tentative de Moscou de déclencher une crise humanitaire, en vue d'influencer les résultats des élections législatives prochaines (juillet 2025). La Roumanie fournit pour l'instant près de 50% des besoins énergétiques moldaves.

Mais comme toute crise présente son lot d'opportunités, l'éventuelle fourniture de gaz à sa région indépendantiste pourrait permettre à Chisinau de reprendre pied à l'est du fleuve Dniestr, et d'envisager enfin d'y réaffirmer sa souveraineté.

Par Bastien POULIQUEN

Sources:

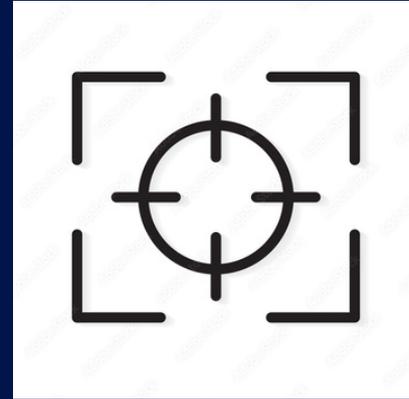
- *Político* : "Pro-Russian Moldovan separatists refuse EU gas despite humanitarian crisis warnings", 03/01/2025 ;
- *Balkan Insight* : "Cold War: Moldova's Breakaway Transnistria Freezes Amid Russian Gas Cut-Off", 03/01/2025 ;
- *Le Monde* : "La Russie coupe le gaz à la Transnistrie pour déstabiliser la Moldavie", 11/01/2025 ;
- OTAN : "Relations avec la République de Moldova", 25/09/2023.





5.1. L'expansion des tactiques de cyberespionnage et de guerre psychologique de la Chine

La Chine intensifie ses capacités en cyber-espionnage et en guerre psychologique pour affirmer sa suprématie mondiale. Un rapport du Pentagone révèle que Pékin investit massivement dans des opérations ciblant le « domaine cognitif », visant à influencer la perception et le comportement de ses ennemis, qu'il s'agisse de citoyens ou de dirigeants politiques. Cette stratégie cherche à contrôler le spectre informationnel dès les premiers instants d'un conflit, en recourant à des technologies avancées, telles que l'intelligence artificielle et les deepfakes, pour créer des contenus trompeurs et manipuler l'opinion publique.



Un exemple frappant de cette approche est l'opération « Salt Typhoon », une cyberattaque chinoise de grande envergure qui a compromis les réseaux de neuf entreprises américaines de télécommunications. Cette intrusion a permis à Pékin d'accéder à des informations sensibles, y compris celles de responsables gouvernementaux de haut niveau, exposant les faiblesses des infrastructures télécoms vieillissantes des États-Unis.

L'administration américaine, face à cette menace croissante, se trouve dans une position délicate pour équilibrer ses priorités économiques et sécuritaires. La réponse stratégique est d'autant plus complexe que des tensions internes existent sur l'utilisation des pouvoirs des agences de renseignement.

Les activités d'espionnage numérique de la Chine ne se limitent pas aux États-Unis. En Europe, des groupes de hackers affiliés à l'État chinois utilisent des rançongiciels pour masquer des opérations d'espionnage ciblant plusieurs pays européens. Cette expansion des cyberattaques illustre l'intensification de la guerre informationnelle.

Enfin, face à ces menaces, Taïwan se prépare activement à une invasion potentielle. Outre le renforcement militaire, l'île mène des simulations de crise impliquant des agences gouvernementales pour anticiper les risques. Cette approche multidimensionnelle vise à accroître la résilience de Taïwan face aux pressions extérieures, soulignant l'importance stratégique de la cybersécurité dans les conflits contemporains.

Par Julien DEBIDOUR LAZZARINI

Sources:

- Army Recognition, 2025. Analysis: Why Donald Trump Wants Greenland for US Missile Defense and Rare Earth Supplies.
- Reuters, 2025. Greenland Important for US, Says Trump's Pick for National Security Adviser.
- The Guardian, 2025. France Warns Trump Against Threatening EU Sovereign Borders over Greenland.



